

Face aux sécessionnistes, Biya choisit plus de répression

Cameroun Le chef de l'Etat a annoncé une répression accrue après le meurtre de 4 militaires et 2 policiers cette semaine.

Le Cameroun est victime d'attaques à répétition d'une bande de terroristes se réclamant d'un mouvement sécessionniste", a déclaré le président Paul Biya, 84 ans, au pouvoir depuis... 1982. "Face à ces agressions, je tiens à rassurer le peuple camerounais que toutes les dispositions seront prises pour mettre hors d'état de nuire ces criminels", a-t-il ajouté, après la mort, depuis mardi dernier, de quatre militaires et deux policiers, des meurtres attribués à de présumés rebelles sécessionnistes anglophones.

15 à 20 % de la population

Si les revendications des anglophones (15 à 20% de la population camerounaise) datent de l'indépendance, elles se sont considérablement durcies depuis un an.

Le Cameroun est une ancienne colonie allemande (qui s'étendait sur le territoire du Cameroun actuel et sur la frange est de l'actuel Nigeria), partagée entre la France et la Grande-Bretagne à la défaite allemande de 1918. Alors que le Cameroun français et le Nigeria deviennent indépendants en 1960, un référendum est organisé en 1961 pour le Cameroun britannique; le nord de ce territoire choisit d'être rattaché au Nigeria et le sud au Cameroun français. Ce dernier devient ainsi la République fédérale du Cameroun car les anglophones qui avaient choisi (à 70%) le rattachement au Cameroun français comptaient jouir d'autonomie. Or, la Constitution du premier président camerounais, Ahmadou Ahidjo, donnait beaucoup de pouvoir à l'Etat fédéral et peu aux Etats fédérés. De là naît le malaise.

Ce dernier n'a fait ensuite que s'aggraver avec l'abolition de la fédération au profit d'un Etat unitaire (1972) et l'accroissement du centra-

lisme sous Paul Biya.

Au mécontentement général des Camerounais en raison de la gestion féodale du pays s'ajoute, chez les anglophones, la marginalisation. Ainsi, sur 65 ministres et secrétaires d'Etat, seuls 36 ont un vrai budget, dont un anglophone. Le Premier ministre est anglophone mais ce poste n'est guère plus que symbolique; sous le fédéralisme, il était le second personnage de l'Etat. Des fonctionnaires qui ignorent l'anglais sont envoyés en poste dans les deux provinces anglophones (sur les dix que compte le pays).

On en était là lorsque, en octobre 2016, des avocats anglophones ont manifesté pour la satisfaction de plusieurs revendications : obtenir la traduction des nouvelles lois en anglais; qu'aucun magistrat ignorant l'anglais et la "common law" issue du droit britannique ne soit encore nommé en zone anglophone; que la Cour suprême comporte désormais une section "common law". Yaoundé choisit la répression, brutale. Du coup, les enseignants et les étudiants ont exigé que tous les enseignants soient anglophones dans leurs deux provinces. Une nouvelle répression a modifié les revendications corporatistes en exigence d'un retour au fédéralisme.

Répression

Lorsqu'en mars 2017, le gouvernement décide quelques concessions en faveur des anglophones, il est trop tard : on a atteint le point de non-retour et l'agitation ne se calme pas. Au contraire. Les villes mortes ne semblent plus assez aux militants et coûtent chères aux commerçants qui font la prospérité de la région, tandis que la répression fait une quarantaine de morts. Et l'arrestation des dirigeants locaux de la protestation fait glisser la direction de celle-ci dans les mains de la diaspora, d'autant plus radicale qu'elle n'est pas sur place.

Depuis août dernier, les incendies criminels se multiplient. En septembre sont apparues les premières bombes artisanales, le mois suivant les assassinats de militaires et policiers et, aujourd'hui, les appels à la lutte armée. Le choix de la répression exprimé jeudi soir par le président Biya ne peut qu'aggraver le conflit, alors que le Cameroun doit déjà faire face aux attentats de Boko Haram, les terroristes islamistes venus du Nigeria voisin.

Marie-France Cros